HAL
open science

La Moldavie: Un peuple en otage.

Vincent Henry

To cite this version:

Vincent Henry. La Moldavie: Un peuple en otage. . 2016. hal-01404542

HAL Id: hal-01404542

https://hal.science/hal-01404542v1

Submitted on 28 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES NOTES DE L'IRIS

LA MOLDAVIE, UN PEUPLE EN OTAGE

VINCENT HENRY /
DOCTORANT « LABORATOIRE LIPHA » UNIVERSITÉ PARIS-EST,
DIPLÔMÉ D'IRIS SUP'

Avril 2016

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

INTRODUCTION

Longtemps présentée comme le pays modèle du partenariat oriental de l'Union européenne, la Moldavie est aujourd'hui en pleine crise politique. Les médias internationaux y voient poindre la possibilité d'un Maïdan à l'envers qui serait le signe d'un recul sans précédent du projet européen sur ses marges orientales[1]. Comment le rapprochement avec l'Union européenne qui fût un immense espoir pour une majorité de la population a t-il pu décevoir au point qu'une grande partie des Moldaves paraît aujourd'hui prête à s'en détourner ?

Sans doute faut-il, pour comprendre un tel revirement, revenir en détail sur l'histoire du parcours européen de la Moldavie.

L'HISTOIRE D'UN RAPPROCHEMENT

La révolution Twitter et l'espoir européen

Quoiqu'entamée quelques années auparavant la démarche de rapprochement entre l'Union européenne et la Moldavie prend réellement son élan en avril 2009. La Moldavie est alors gouvernée depuis 8 ans par Vladimir Voronine, chef du Parti communiste de la république de Moldavie (PCRM). En avril 2009, les résultats des élections législatives semblent permettre la reconduction d'une majorité parlementaire susceptible de désigner un nouveau président dans les rangs du PCRM[2] mais l'opposition accuse le pouvoir d'avoir fraudé les élections.

Les 6 et 7 avril, des milliers de manifestants descendent dans la rue pour contester les résultats du scrutin et finissent par envahir les bâtiments de la présidence et du parlement. La plupart des manifestants sont jeunes et s'organisent de façon apparemment spontanée grâce aux réseaux sociaux[3]. Lassés de la rhétorique passéiste du parti communiste, de son népotisme et de ses tendances autoritaires les protestataires arborent le drapeau roumain mais aussi le drapeau de l'Union européenne. Un air de révolution de couleur flotte sur la capitale moldave. Alors qu'une répression tardive s'abat sur les manifestants dans les jours qui suivent, les opinions occidentales, la presse et le Parlement européen s'émeuvent : *Un souffle de liberté occidentale est en train d'être étouffé à Chişinau par un des derniers régimes communistes d'Europe*. L'Union européenne, poussée par une Roumanie très active, y voit une occasion de réaffirmer son intérêt pour la région quelques mois après l'intervention russe en Géorgie et un mois avant le lancement de sa nouvelle politique de voisinage, le partenariat oriental[4]. Les pressions extérieures ou celles exercées par une société civile en pleine effervescence vont finalement empêcher le régime communiste de se réinstaller au pouvoir. Des élections législatives anticipées ont lieu en juillet 2009. Il en ressort une nouvelle majorité regroupée sous le nom d'Alliance pour l'intégration européenne (AIE). L'AIE est composée de trois partis aux parcours différents. Le Parti libéral (PL) est le plus virulent des opposants au parti communiste et le plus proche des courants qui prône l'union avec la Roumanie. Le Parti démocrate libéral de Moldavie (PDLM) est un parti de centre-droit ouvertement pro-

[1] Cf. http://foreignpolicy.com/2016/02/19/the-west-is-about-to-lose-moldova/

[2] Le Président de la République est élu par la chambre des députés. La candidate désignée était la Première ministre, Zinaida Greceanii.

[3] La Moldavie sera un des précurseurs de ce mouvement appelé révolution twitter

[4] Lancé en mai 2009, le partenariat oriental vise à conclure des accords de partenariat et de coopération avec la Géorgie, l'Arménie, la Moldavie, la Biélorussie, l'Ukraine et l'Azerbaïdjan.

européen. Enfin, le Parti démocrate (PD) se définit comme social-démocrate, « moldovéniste »[5] et désireux de trouver un équilibre entre Russie et Occident. Ce nouvel attelage politique est accueilli avec espoir tant en Moldavie qu'en Roumanie et au sein de l'Union européenne. Le dirigeant du Parti libéral, Mihail Ghimpu devient président par intérim et se lance dans de symboliques opérations de rupture avec le passé soviétique qui auront comme résultat pervers de souder les minorités autour de l'opposition communiste. De son côté, le nouveau Premier ministre Vlad Filat, leader du PDLM, se lance dans un tour des capitales européennes. Le message à faire passer est simple : la Moldavie a fait le choix irrévocable de l'Occident. Il convient donc de la soutenir sur la voie des réformes qui feront d'elle un Etat de droit et une économie de marché moderne, en bref, un bon voisin pour l'UE.

Soutenu par Bruxelles mais aussi par les Etats-Unis, le pays connaît une sorte de « printemps moldave ». La liberté d'expression progresse, la société civile[6] se renforce, des progrès économiques notables ont lieu. La voie de l'européanisation semble, enfin, franchement ouverte. En 2011, lors d'une visite à Chişinau, le vice-président américain, Joe Bidden, aura une formule qui fera florès, mentionnant le parcours de la Moldavie comme une « *success story* ».

Les premières désillusions

Les encouragements ne suffisent néanmoins pas à changer comme par magie deux décennies de pratiques économiques et politiques. L'administration, malgré sa bonne volonté affichée, n'a pas forcément le savoir-faire pour mettre en place des réformes qui supposent des changements très profonds dans tous les domaines. Quant à la classe politique, on s'apercevra rapidement qu'elle n'en a pas forcément la volonté. Les premières années de l'Alliance pour l'Intégration correspondent toutefois à de réels progrès économiques. Les investissements étrangers se multiplient ainsi que les aides européennes, le développement de la migration de travail rendue plus facile permet également à de nombreux Moldaves de renvoyer de l'argent à leurs familles ce qui dynamise la consommation interne.

Il devient pourtant de plus en plus difficile de cacher de graves dysfonctionnements au sommet du pouvoir. L'attitude de blocage de l'opposition communiste rend impossible l'élection d'un président de la République, le Parlement est dissous deux fois en vain, le rapport des forces n'évolue pas.

En mars 2012, c'est finalement une fracture au sein du parti communiste qui permettra de faire élire, avec la majorité qualifiée requise, un président de la République de plein exercice après que se soient succédés trois présidents par intérim[7]. Le président élu, Nicolae Timofti, est un homme consensuel n'appartenant à aucun des partis de l'Alliance. Son élection laisse espérer une plus grande stabilité. Malheureusement, les rivalités entre les partis de l'Alliance continuent à s'exacerber autour de deux clans. Le Premier ministre Vlad Filat, dirigeant du PDLM s'oppose plus ou moins ouvertement à la principale figure du PD, Vlad Plahotniuc, homme d'affaires sulfureux et vice-président du Parlement. La libéralisation de l'économie et les privatisations offrent des opportunités à bons comptes réalisées dans des conditions

[5] Courant qui prône la défense d'une identité nationale et culturelle spécifique à la Moldavie et distincte de la Roumanie. Ses opposants lui reprochent de s'appuyer sur une construction identitaire artificielle, d'inspiration soviétique.

[6] Tout au moins dans sa composante ONG.

[7] Mihail Ghimpu, Marian Lupu et Vlad Filat

obscures et dans la plus pure tradition oligarchique. Les deux clans se partagent les bonnes affaires[8].

Les scandales se multiplient et culminent avec un sordide accident. Lors d'une partie de chasse illégalement organisée dans une réserve naturelle, un homme d'affaire est accidentellement tué. Sa mort est camouflée pendant plusieurs jours. Cette funeste partie de chasse réunissait plusieurs hauts dignitaires du pays. La presse s'empare de l'affaire alors que l'enquête piétine mystérieusement et que la liste des témoins semble très difficile à établir. Le procureur général, présent lui aussi, sera contraint à la démission mais l'affaire dite « *Padurea Domneasca* »[9] montre la triste réalité d'une justice inféodée aux puissants du moment.

Au début de l'année 2013 les conflits au sein de l'Alliance s'enchaînent, les alliances de circonstances se font et se défont. En février, Vlad Plahotniuc est démis de ses fonctions au parlement par un vote des députés communistes et libéraux-démocrates. Un mois plus tard, ce sont les députés du Parti démocrate qui votent une motion de censure contre Vlad Filat avec l'opposition communiste. Le gouvernement tombe. Le président Timofti propose à nouveau Vlad Filat au poste de Premier ministre mais sa candidature est bloquée par la Cour Constitutionnelle qui juge les activités du personnage incompatibles avec un tel poste de responsabilité. Au même moment, le Parti libéral passe dans l'opposition, une décision qui entraîne son propre éclatement. L'AIE éclate pour la première fois. Initialement porteuse d'espoir, l'Alliance pour l'Intégration Européenne montre qu'elle a été un terrain de collusions entre pouvoir politique, pouvoir judiciaire et intérêts économiques ainsi qu'un espace de confrontation des ambitions personnelles.

Chez les partenaires européens, l'enthousiasme des débuts s'est effacé pour laisser place à la *realpolitik*. Pour les chancelleries occidentales l'échec de ces partis « pro-européens » à l'éthique discutable risquerait d'entraîner l'arrivée au pouvoir de partis favorables à la Russie. L'Europe se retrouve prise dans une sorte de chantage géopolitique.

L'Accord d'Association avec l'Union européenne

Une nouvelle coalition gouvernementale est formée, « la coalition pour un gouvernement pro-européen ». Iurie Leanca, ancien ministre des Affaires étrangères et sincère partisan d'un rapprochement avec l'UE, prend la tête du gouvernement. Plahotniuc et Filat semblent glisser au second plan. La priorité du gouvernement Leanca est la réaffirmation tous azimuts d'un choix européen irréversible dans l'optique du sommet du partenariat oriental à Vilnius[10]. La Moldavie doit faire face aux pressions de la Russie qui tente d'attirer les bénéficiaires du partenariat oriental vers un projet alternatif, l'Union douanière. Sans surprise, Iurie Leanca réaffirme lors du sommet que la Moldavie a fait le choix définitif de la « voie européenne ».

L'Ukraine de Ianoukovitch fait, après maints revirements, le choix inverse. Les évènements qui s'ensuivront vont dramatiquement aggraver la rivalité entre Union européenne et Russie. En Moldavie, la rhétorique pro-Poutine se déchaîne, répercutée par de nombreux médias et les sanctions économiques imposées par la Russie ont un impact de plus

[8] Une des plus retentissantes est la privatisation de l'aéroport de Chisinau

[9] Du nom de la forêt où l'accident a eu lieu.

[10] 3e sommet du PO du 28-29 novembre 2013

en plus grave[11]. Craintes et mécontentement montent à l'intérieur du pays, des secteurs entiers de l'économie sont durement touchés par l'embargo russe, certaines catégories de la population craignent de se retrouver coupées de la Russie avec laquelle elles ont des liens culturels, linguistiques ou économiques très forts. La nervosité gagne la Transnistrie et dans une moindre mesure la Gagaouzie[12]. A Bruxelles, la Moldavie apparaît plus que jamais comme un bastion à défendre quitte à fermer les yeux sur ses manquements. Timofti et Leanca maintiennent le cap. Dans leurs discours, aux accents de plus en plus dramatiques, choisir l'Ouest est un choix de civilisation, celui de la démocratie contre l'autoritarisme, du droit contre l'arbitraire. En juin 2014, un accord d'association est signé entre la Moldavie et l'Union européenne, les Moldaves obtiennent entre autre le droit de circuler comme ils le souhaitent en Europe. La crise ukrainienne a relancé un processus qui semblait piétiner pour sécuriser un pays que l'on sent prêt à basculer. La place n'est plus au doute, ni aux nuances.

Le désaveu

Fort de cet accord, véritable couronnement de sa politique, le pouvoir en place s'apprête à affronter les élections législatives de novembre 2014. Malgré le succès récent, toutes les enquêtes d'opinion montrent une forte progression de l'opposition ; le Parti socialiste qui se targue du soutien de Vladimir Poutine mais également « Patria », un parti nouveau s'adressant à l'électorat moldave populaire. Patria est mené par un homme d'affaires au passé obscur, Renato Usatii. L'opposant traditionnel, le parti communiste est en perte de vitesse, bousculé par le radicalisme des autres partis de « gauche »[13]. Tout sera bon pour freiner cette montée de l'opposition : apparition d'un mystérieux « parti communiste réformateur » susceptible de détourner une partie des votes, arrestation très médiatisée de mystérieux activistes pro-russes et, pour finir, interdiction de se présenter pour la formation favorite des sondages, Patria, accusée de financement illicite de sa campagne. Las, malgré ces stratagèmes, les partis pro-européens n'obtiennent la majorité que sur le fil du rasoir[14].

L'avertissement de la population est sévère et les conditions de la victoire pour le moins discutables mais pour les capitales européennes le plus dur est fait, l'orientation pro-européenne est maintenue.

2015, ENTRE DOUTES ET COLÈRE

Une légitimité contestée

C'est sans compter sur le byzantinisme de la classe politique moldave. Les négociations pour la formation du nouveau gouvernement sont tendues et vont faire éclater le camp des pro-Européens. Le PD et le PDLM s'entendent pour exclure le Parti libéral qui avait fait campagne avec eux. Minoritaires au Parlement, ils choisissent de s'allier avec leur vieil ennemi, le Parti communiste. La

[11] Restrictions « sanitaires » sur l'importation des produits agro-alimentaires moldaves, durcissement des conditions de résidence et de travail des ressortissants moldaves en Russie qui sont autant de réponses à l'option occidentale de la Moldavie.

[12] Région autonome majoritairement peuplée par les Gagaouzes, une population d'origine turque mais largement russophone et historiquement attachée à sa relation avec la Russie.

[13] On peut lire à ce sujet les réflexions de Florent Parmentier sur la gauche moldave cf. http://www.eurocite.eu/en-gauche-moldave-retour-les-elections-novembre-2014/

[14] Cf. Julien Danero Iglesias « La coalition européenne reconduite sans gloire » in Regard sur l'Est (1er décembre 2014) http://www.regard-est.com/home/breves.php?idp=1746

différenciation entre gauche/droite et pro/anti Europe qui avait constitué la grille d'analyse de toute la campagne électorale[15] se brouille. Les partenaires européens s'émeuvent de ces manœuvres peu respectueuses des choix des électeurs mais aussi de leurs propres attentes. C'est pourtant un autre scandale qui va mettre le feu aux poudres. Déjà perturbée par le retournement d'alliance, l'opinion publique apprend qu'un milliard d'euros a disparu des trois principales banques privées[16] du pays ce qui menace l'ensemble du système financier du pays. La devise nationale perd un tiers de sa valeur en quelques semaines. Au cours de l'automne, pendant la campagne électorale de nombreux prêts ont été accordés à des bénéficiaires difficilement identifiables, les sommes ainsi « prêtées » sont passées par un dédale de banques et de filiales *off-shore* dans différents pays. 13% du PIB moldave s'est ainsi évaporé de banques contrôlées de près ou de loin par les principaux oligarques du pays, Vlad Filat, Ilan Shor ou encore Vlad Plahotniuc. Les partis pro-européens et les institutions de l'Etat sont totalement discrédités.

Dans ces circonstances, la constitution d'un gouvernement est particulièrement difficile. Iurie Leanca est proposé pour reprendre le poste de Premier ministre mais sa candidature est rejetée par le Parlement. Le 18 février, après plus de deux mois de tergiversations, c'est finalement un homme d'affaires assez peu connu, Chiril Gaburici, membre du PDLM qui est élu avec les voix du Parti démocrate et de celles du Parti communiste[17]. Gaburici réaffirme immédiatement l'attachement de son gouvernement au rapprochement avec l'Union européenne. La situation du pays est aggravée par le fait que les partenaires extérieurs échaudés stoppent le soutien financier dans l'attente d'un éclaircissement de l'affaire du milliard. Chiril Gaburici apparaît immédiatement comme un compromis entre partis au pouvoir et ne bénéficie d'aucun état de grâce ; il est immédiatement soupçonné d'être un affilié de Vlad Filat mais aussi de Vladimir Voronine. La presse l'attaque également sur son parcours universitaire et ses compétences réelles.

La fièvre monte dans la population. Les citoyens réellement attachés à une européanisation du pays ressentent le besoin impérieux d'une alternative politique capable de porter un projet européen non compromis. Dans cette optique, Iurie Leanca envisage de lancer son propre parti mais l'initiative la plus notable vient d'un groupe d'intellectuels qui lance une plate-forme civique, « Dignité et Vérité » abréviée en DA[18].

Un pays en colère

Le mécontentement s'exprime dans la rue dès le printemps, en mars et en avril. Les agriculteurs étranglés par les sanctions russes et la hausse de la TVA bloquent les abords de la capitale. Le 5 avril, la plate-forme DA organise sa première manifestation : 10 000 personnes manifestent sur la place principale de Chisinau et demandent la démission du président Timofti, celles du procureur général et du directeur de la Banque centrale et réclament la lumière sur l'affaire du milliard disparu. Elles seront 50 000 le 3 mai. Le lendemain, le président du Parlement, Andrian Candu, prend sur lui de rendre public le rapport d'enquête international exigé par les partenaires occidentaux. Le rapport Kroll[19] explique les méthodes utilisées pour

[15] Notamment chez les observateurs extérieurs

[16] Banca de Economi, Banca Sociala et Unibank.

[17] Sur la formation de la coalition gouvernementale de février 2015 cf ; http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1578

[18] Demnitate si Adevar en roumain.

[19] http://candu.md/files/doc/Kroll_Project%20Tenor_Candu_02.04.15.pdf

détourner les fonds et montre que des complicités au plus haut niveau ont été nécessaires. Les partisans du parti socialiste et ceux de « Notre Parti »[20] manifestent à leur tour.

Au mois de juin, la campagne électorale pour les élections municipales ne fait qu'accroître la tension. Pressé de toute part, Gaburici se lance dans un étonnant exercice de sincérité. Dans une lettre rendue publique, il exige la démission du procureur général et du directeur de la banque centrale. Il y déclare que le pays est accablé par la corruption et est au bord de l'effondrement financier. Affirmant ne plus accepter de regarder impuissant des groupes d'intérêt privés détruire la Moldavie, il menace de démissionner si ses demandes ne sont pas entendues.

Le 16 juin, visiblement soulagé, Gaburici démissionne avec tout son gouvernement.

La coalition gouvernementale retrouve sa forme ancienne avec un Parti libéral remis en selle par sa victoire aux élections municipales à Chişinau. Lors des négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement, le nom d'une des rares personnalités politique soutenue par la société civile est avancé, celui de Maia Sandu, la ministre de l'Education. Un mince espoir vite éteint par le parti libéral qui refuse sa nomination. C'est finalement, à nouveau, un cadre du PDLM qui est élu fin juillet, Valeriu Streleţ.

A la fin de l'été, les manifestations reprennent. La plate-forme DA rassemble près de 50 000 personnes le 6 septembre, soit la plus grande manifestation depuis l'indépendance du pays, puis des dizaines de milliers de personnes les week-ends suivants. Le parti socialiste, Notre Parti, ainsi que des mouvements pro-russes plus radicaux manifestent également en parallèle. Les rassemblements sont l'occasion de confrontations tendues. Le bureau du procureur général est pris d'assaut par un groupe mené par l'ancien député communiste Grigore Petrenco[21]. En octobre, les manifestants s'en prennent aux bureaux de *Global business*, la *holding* qui gère les affaires de Vladimir Plahotniuc. La mairie ou les sièges du PD ou du PDLM deviennent également les cibles de la colère de la rue. De septembre à décembre, l'avenue principale de Chisinau est occupée par des camps de tentes où campent les plus décidés des protestataires, partisans de DA d'un côté et partisans de Renato Usatii ou d'Igor Dodon, quelques centaines de mètres plus loin.

La stabilité contre la démocratie ?

Toujours privé d'aide internationale, le pouvoir tremble. Vlad Filat, l'ancienne figure du rapprochement avec l'Union européenne devient la victime expiatoire de cet automne troublé. Le 15 octobre, une majorité de députés décide de voter la levée de son immunité parlementaire.

Ce même jour Filat s'adresse aux députés. Il explique que sa chute entraînera la main mise sur le pays d'un seul homme qu'il accuse d'avoir ordonné sa mise en examen et que la route vers un régime autoritaire est ouverte. Tout le monde comprend qu'il vise celui qu'une partie de la presse surnomme « le marionnettiste », son rival de toujours, Vlad Plahotniuc[22].

[20] Formation créée par Renato Usatii après l'interdiction de Patria.

[21] Fondateur en 2014 du parti « Casa noastra-Moldova » (Notre maison-La Moldavie).

[22] Sur la personnalité et les activités de Vlad Plahotniuc cf. https://www.opendemocracy.net/od-russia/maria-levcenco/vlad-plahotniuc-moldova-s-man-in-shadows.

Son mandat levé, Filat est immédiatement mis en examen pour détournement de fonds et incarcéré.
Strelet maintenant son soutien à Vlad Filat est renversé par une motion de censure voté par l'opposition communiste et socialiste et par le PDM le 30 octobre. Les membres de son gouvernement sont maintenus en fonction pour une période d'intérim.
En décembre, Vlad Plahotniuc sort de l'ombre et revient officiellement en politique. Des négociations ont lieu avec le président de la République ; il apparaît clairement qu'il vise le poste de Premier ministre. Timofti ira jusqu'à dénoncer auprès des ambassadeurs occidentaux un chantage exercé à son encontre par Plahotniuc lui-même.

Au tout début du mois de janvier 2016, le président Timofti propose son candidat, un homme retiré des affaires publiques depuis près de quinze ans, l'ancien Premier ministre Ion Sturza. La candidature de Sturza est nettement rejetée par le Parlement. Le 7 janvier, Plahotniuc organise une manifestation « spontanée » en sa faveur dans les rues de Chişinau et se déclare officiellement devant la foule candidat au poste de Premier ministre en promettant de rétablir la stabilité du pays. L'avertissement adressé par Filat au Parlement semble se réaliser.

Le président Timofti fait usage d'une de ses prérogatives constitutionnelles et lui oppose son veto. Il fait une nouvelle proposition en avançant le nom de son conseiller Ion Paduraru. Face à l'hostilité du Parlement, celui-ci renonce très vite à se présenter.

Dans cette situation de blocage, les élections anticipées seraient un véritable désastre pour les partis au pouvoir. Une solution de compromis est trouvée avec un autre candidat du Parti démocrate, Pavel Filip ; Il est malgré tout soupçonné d'être un homme-lige de Plahotniuc. Dans la rue l'opposition pro-européenne de la plate-forme DA et l'opposition pro-russe ont fusionné. C'est ensemble et au cri de « Moldaves unis »[23] qu'ils protestent contre la formation d'un gouvernement qu'ils jugent illégitime et réclament des élections anticipées. Le 20 janvier, jour où Filip présente sa candidature devant les députés, les manifestants envahissent le parlement. Plusieurs membres du Parti libéral prêts à voter l'investiture de Filip sont pris physiquement à partie lors de leur évacuation du bâtiment. Le gouvernement est finalement investi nuitamment dans la résidence présidentielle. Comme à l'accoutumée, le nouveau Premier ministre réaffirme immédiatement son attachement total au processus de rapprochement avec l'Union européenne.

Après avoir redouté la prise du pouvoir par Plahotniuc ou un de ses affiliés, les capitales occidentales annoncent leur soutien au nouveau gouvernement, dont Bucarest alors même que la classe politique et la presse roumaine étaient vent debout contre la prise de pouvoir du principal oligarque, présenté comme l'homme de Moscou.

Ce revirement résigné est néanmoins compréhensible. Les réticences ont officiellement été balayées au nom de la stabilité du pays et du respect de la légalité[24]. Tout est fait pour éviter des élections anticipées qui plongeraient le pays dans une campagne électorale chaotique et amèneraient très probablement à la tête de la Moldavie des partis hostiles à l'Europe dont les capacités à gouverner et la probité sont loin d'être évidentes.

[23] Un slogan qui exclut de leurs rangs les partisans d'une union avec la Roumanie.
[24] D'un point de vue purement formel, il est vrai que rien ne justifierait des élections anticipées.

Les partenaires occidentaux de la Moldavie veulent faire pression sur les autorités de Chişinau en conditionnant la reprise des aides financières à l'accélération et l'approfondissement des réformes demandées. C'est ce qu'a clairement fait le Premier ministre roumain Dacian Ciolos lors de la visite de son homologue moldave le 26 janvier. La stratégie peut porter ses fruits ; le pays est financièrement exsangue et le paiement des salaires des fonctionnaires ou le versement des pensions de retraite n'est aujourd'hui plus assuré pour les mois à venir. Les questions restent néanmoins nombreuses : le gouvernement peut-il et veut-il réellement reprendre des réformes économiques ou judiciaires qui menaceraient directement les intérêts voire la liberté de certains ? Peut-il tenir malgré le rejet de la population et la pression croissante des partis de l'opposition certains de profiter électoralement de leur popularité actuelle ?

QUELLES OPPOSITIONS ?

L'immense inquiétude suscitée par une éventuelle chute du gouvernement actuel, énième avatar de l'Alliance pour l'Intégration Européenne, vient en grande partie de l'absence d'une alternative crédible. Le mécontentement unit la population mais les solutions envisagées soulignent toutes les divisions qui morcellent la population moldave depuis son indépendance. De fait, il existe quatre grands courants d'opposants sur lesquels il nous faut revenir.

La voie de la Russie

Une population qui démocratiquement choisirait de confier son destin à des dirigeants plus favorables à la Russie qu'à l'Union européenne, c'est l'humiliation que souhaiteraient éviter les partenaires occidentaux de la Moldavie. Cette option aurait aujourd'hui la faveur de la majorité de l'électorat, elle est revendiquée par deux partis distincts.

Le parti le plus ouvertement hostile à l'Union européenne et favorable au projet concurrent d'Union douanière promu par la Russie est le Parti socialiste de la république de Moldavie (PSRM). Fondé en 1997 sous le nom de Parti socialiste de Moldavie, il est resté pendant plusieurs années dans l'ombre du Parti communiste au pouvoir dans les années 2000. En 2011, il retrouve un second souffle quand 7 députés communistes dont Igor Dodon et Zinaida Greceanii, en rupture avec l'ancien président Voronine, le rejoignent.

Depuis lors, son opposition radicale à l'Union européenne lui a donné une influence particulièrement forte dans les minorités russophones du pays. Le PSRM dispose aujourd'hui du plus grand groupe parlementaire avec 24 députés sur 101. Il joue sur la popularité de Vladimir Poutine et sur le soutien que celui-ci leur accorderait. Il reprend dans les grandes lignes la doctrine développée autour du président russe : culte de l'homme fort et honnête, promotion des valeurs de l'Orthodoxie, critique d'un Occident jugé manipulateur et décadent, nostalgie de l'URSS. Igor Dodon, le dirigeant du Parti socialiste a récemment déclaré qu'il n'était pas *pro-russe* mais *pro-soviétique*[25].

Le deuxième grand parti considéré comme favorable à la Russie est « Notre Parti ». La ligne de cet ovni politique n'est pas aussi clairement définie que celle du PSRM ce qui ne l'empêche pas d'être aujourd'hui la formation politique en tête des intentions de votes. Notre Parti est organisé autour d'un tribun fantasque, Renato Usatii. Homme

[25] Entretien pour Komsomolskaia Pravda du 3 février 2016 cf ; http://www.kp.ru/daily/26488/3357974/

d'affaires au passé douteux et très lié à la Russie, Usatii est maire de la deuxième ville du pays, Balti[26].

Son programme se résume à une dénonciation virulente du pouvoir en place, de la corruption et de la situation économique et sociale du pays. Les tentatives pour freiner l'ascension de Renato Usatii se sont multipliées ces derniers mois mais l'interdiction de son précédent parti (Patria) et les poursuites judiciaires à son encontre semblent sans effet contre ce leader charismatique qui s'appuie sur les classes populaires essentiellement roumanophones. Avec sa fortune, ses coups d'éclats politiques, son culot sans borne et son sens du spectacle, Usatii se présente comme la voix du peuple. Il est à la fois le principal atout de son parti et sa principale faiblesse, tant sa personnalité et son passé sont controversés.

Une alternative européenne ?

En février 2015, après la découverte de l'affaire du milliard et la constitution discutable du gouvernement Gaburici, un groupe d'intellectuels[27] lance la plate-forme civique « Dignité et Vérité » (DA) un groupe de réflexion et d'action citoyenne ayant pour objectif d'élaborer une alternative pro-européenne face à des partis complétement discrédités. Cette initiative va d'abord s'efforcer de rassembler la fraction la plus occidentalisée de la société civile révulsée par les agissements des partis de gouvernement qui ont à leurs yeux trahi l'espoir né en avril 2009. DA développe assez rapidement son influence et va au fil des mois clarifier sa doctrine. Elle défend l'affirmation d'une nation civique moldave pour laquelle la société ne serait pas divisée sur des critères linguistiques et culturels. Cette ligne l'a amené à écarter de ses manifestations les mouvements unionistes (voir ci-dessous). Son audience dépasse aujourd'hui largement son cercle initial. DA trouve son public dans les classes moyennes attachées à l'idée d'une Moldavie indépendante et européenne. Le succès de ses manifestations aidant, la plate-forme civique s'est transformée en parti politique dirigé par l'avocat Andrei Nastase. Pour ses détracteurs, elle est devenue une formation politique comme une autre. Ils soupçonnent le nouveau parti d'être la création d'un autre groupe oligarchique en quête de pouvoir, celui de Viorel et Victor Topa. Rivaux de Plahotniuc les deux hommes ont été condamnés pour détournement de fonds et chantage. Ils vivent depuis en Allemagne. Victor Topa est propriétaire d'un groupe de presse influent « Jurnal Trust Media ».

Engagés pendant toute l'année 2015 dans des mouvements de protestation distincts, Notre Parti, le Parti socialiste et DA manifestaient au début de l'année côté à côte pour réclamer des élections anticipées.

Les partisans de l'Union avec la Roumanie

L'attachement de ce trio hétéroclite à une Moldavie indépendante le distingue d'un quatrième courant d'opposition, le courant unioniste.

Les unionistes préconisent un rattachement de la Moldavie à la Roumanie. Les partisans de l'union considèrent que l'existence de la Moldavie comme Etat indépendant est la conséquence malheureuse de l'annexion d'une région roumaine[28] par l'armée

[26] Elu lors des élections locales de juin 2015.

[27] Dont les politologues Igor Botan et Oazu Nantoi, la journaliste Angela Arama ou l'avocat Andrei Nastase.

[28] Le territoire de l'actuel république de Moldavie a fait partie de la principauté de Moldavie jusqu'à son annexion à l'empire russe en 1812. Après la première

soviétique pendant la deuxième guerre mondiale. Ce courant d'opinion, très puissant au moment de la désintégration de l'URSS, a été battu en brèche par l'affirmation d'un Etat moldave indépendant[29] puis par le rapprochement avec l'Union européenne qui rendait pratiquement caduque cette volonté. Pour les unionistes, les difficultés actuelles de la Moldavie sont tout simplement la preuve de l'impossibilité et de l'illégitimité du projet national moldave. Ils ne militent donc pas pour des élections anticipées qu'ils considèrent comme nulles et non avenues. Ce courant est minoritaire mais il est influent car bien représenté au sein des élites intellectuelles en Moldavie mais aussi en Roumanie, notamment dans la diaspora étudiante.

Exclus des actions de la plate-forme DA dès le printemps, les unionistes participent néanmoins à l'agitation politique actuelle. La crise que traverse aujourd'hui la Moldavie a incontestablement redonné vigueur à l'idée d'union des deux côtés de la frontière. L'ancien président roumain Basescu est ainsi un partisan déclaré de l'union tandis que les unionistes ont réussi, le 27 mars dernier, une démonstration de force avec une manifestation réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Longtemps cantonnée à quelques groupes ultra-nationalistes, l'idée fait aujourd'hui son chemin dans les cercles conservateurs en Roumanie mais également en Europe ou aux Etats-Unis. Elle apparaît comme un moyen d'éviter l'existence d'un Etat failli ou trop proche de la Russie à la frontière de l'Union européenne mais aussi de celle de l'OTAN. La Russie observe aussi ce mouvement renaissant et a récemment accusé la Roumanie de vouloir « réinterpréter » l'Histoire.

En Moldavie, quelques partis récemment créés spéculent sur ce renouveau unioniste[30]. Ils peuvent s'appuyer sur des partisans souvent jeunes et éduqués capables de se mobiliser autour d'un projet précis. Leur marge de progression est cependant limitée par l'hostilité que suscite ce projet parmi les minorités russophones et parmi ceux qui considèrent que les Moldaves forment, en dépit de liens historiques évidents avec la Roumanie, une nation distincte. De son côté, la population roumaine ne déborde pas d'enthousiasme à l'idée d'accueillir en son sein ses proches mais encombrants voisins.

L'autre faiblesse du mouvement unioniste est plus pragmatique. Dans leur grande majorité, les unionistes sont également citoyens roumains. Passée la phase d'enthousiasme souvent liée à la période des études, nombreux sont ceux qui se lassent des problèmes insolubles de la Moldavie et redirigent leur énergie vers une intégration en Roumanie ou ailleurs dans l'Union européenne dont ils sont citoyens de plein droit.

LE PIÈGE GÉOPOLITIQUE

L'analyse de ces mouvements et de leur positionnement géopolitique ou identitaire ne doit cependant pas masquer l'essentiel. Depuis son indépendance, la Moldavie est étudiée essentiellement comme un entre-deux mondes, un pays déchiré entre deux identités et des perceptions de l'histoire divergentes. La crise moldave est certes celle d'une nation qui a du mal à se définir elle-même après 25 d'indépendance et dont le

guerre mondiale ce territoire a été réuni avec le royaume de Roumanie jusqu'en 1941.

[29] Réaffirmé par référendum en 1994.

[30] Notamment le parti « Dreapta » (la Droite).

destin est encore trop souvent influencé par les intérêts des puissances voisines. Toutefois, fascinés par cette grille d'analyse géopolitique et identitaire, de nombreux analystes ne voient pas que le mouvement de contestation que connaît la Moldavie aujourd'hui est d'abord le fait d'individus usés par un quotidien jugé inacceptable.

Pour le sociologue Petru Negura, la crise identitaire est d'abord un problème des élites, largement surreprésenté dans la littérature consacrée à la Moldavie. Depuis trop longtemps, cette question éternellement réinterprétée constitue un formidable moyen de confisquer le débat. Les partis politiques ne se présentent pas comme pouvant apporter de véritables solutions au pays mais comme des représentants d'une fraction de la population opposée aux autres, une fraction qui serait détentrice de la réelle identité du pays. Depuis 25 ans, la classe politique a remplacé la question «Que faire ?» par une question beaucoup plus confortable pour maintenir de véritables fiefs : «Qui sommes-nous ?».

Or, beaucoup plus que le choix d'une orientation vers l'Est ou l'Ouest ce qui s'est exprimé dans la rue au cours des derniers mois est la lassitude d'une population qui, après une brève éclaircie, voit de nouveau sa situation économique et sociale s'aggraver. Tous les sondages prouvent que les premiers sujets de préoccupation de la population moldave ne sont ni les questions d'identité, ni les orientations géopolitiques, mais les difficultés auxquelles ils sont confrontés chaque jour : un système éducatif en déshérence, un système de santé public en piètre état, des infrastructures obsolètes et insuffisantes, des abus de pouvoir et des inégalités de plus en plus criantes. C'est cette dureté du quotidien qui mobilise et non pas des « choix » géostratégiques.

Au-delà d'une revendication légitime de droits sociaux, ces manifestations successives sont également le signe d'une révolte éthique contre une classe politique et des groupes oligarchiques manipulant la population pour asseoir leur pouvoir et d'une demande de démocratie réelle ; c'est tout le sens de l'expression très vite popularisée d' « Etat confisqué ».

Les derniers évènements montrent bien comment fonctionne la « guillotine géopolitique »[31].

En manifestant au côté des protestataires pro-russes, les partisans de la plateforme DA ont tenté de dépasser l'éternel clivage identitaire qui empêche l'émergence d'une citoyenneté civique moldave. De leur point de vue, la venue directe ou indirecte de Plahotniuc au pouvoir ne fait qu'entériner la situation de la Moldavie, laissant ses citoyens aux mains de groupes quasi mafieux drapés dans leur drapeau de partis pro-européens.

Le manque de confiance dans le gouvernement actuel est généralisé mais pour de nombreux opposants, des élections anticipées entraîneraient l'arrivée de partis pro-russes au pouvoir ce qu'il faut éviter, au prix de toutes les concessions. Dans cette perspective, demander la démission du gouvernement, c'est pactiser avec le diable et jeter le pays dans les griffes de Moscou. Une position reprise par de nombreux médias contrôlés de près ou de loin par les partis de la majorité gouvernementale.

L'enfermement des analyses dans une perspective géopolitique prend également au piège les capitales occidentales. Pendant plusieurs années, l'étiquette pro-européenne

[31] Pour reprendre l'expression du journaliste et blogger Vitalie Sprinceana cf ; http://www.platzforma.md/ghilotina-geopolitica/

a servi de marketing politique. Sous son couvert, les pires malversations ont pu être menées contre quelques avancées superficielles mais il est aujourd'hui bien difficile de le reconnaître.

Certes, le gouvernement actuel est sous condition : la Roumanie, le FMI, l'UE déclarent ne vouloir reprendre leur aide que s'il s'engage à de vraies réformes. Le pire n'étant jamais sûr, il est possible que le gouvernement de Pavel Filip y parvienne[32] mais il est également à craindre que les financements ne reprennent que pour éviter le chaos, quitte à voir s'installer le pouvoir de plus en plus discrétionnaire d'un clan qui maintiendra une orientation pro-occidentale de façade. Un pouvoir quasi autoritaire sous couvert de rapprochement avec l'UE, c'est aujourd'hui la crainte d'une partie de la société civile. Cela ne serait pas le moindre des paradoxes.

La crise ukrainienne et le discours ambiant sur un supposé « retour de la guerre froide » ont transformé la Russie en un épouvantail, ce qui permet aujourd'hui à des groupes discrédités de conserver un pouvoir dont ils ne sont pas dignes.

Il est évident que la Russie cherche à défendre ses intérêts en Moldavie et à y garder toute son influence. Ses médias y sont très présents et ses investissements nombreux. De là à voir sans arrêt à la manœuvre une omniprésente « main de Moscou », explication pour tous les échecs du pays, il y a certainement une marge à un moment où la Russie connaît de graves difficultés économiques et est impliquée dans des enjeux internationaux beaucoup plus importants.

La Russie se réjouirait certainement d'une inversion de l'orientation de Chisinau qui marquerait un échec de la politique orientale de l'UE et un recul de l'occidentalisation de ses marges mais il serait sans doute simpliste de croire que les partis « pro-russes » pourraient tourner complétement le dos à l'Union européenne. Il serait également bien naïf de penser que les partis « pro-européens » et leurs dirigeants, Vlad Plahotniuc en tête, n'entretiennent pas des liens très étroits avec Moscou. Aujourd'hui, loin d'un éventuel Maïdan inversé annoncé par certains observateurs, l'heure est au compromis. Une revendication des manifestants vient d'être exaucée : le président de la République sera élu au suffrage universel[33]. Une réponse à la rue mais aussi un bon moyen de trouver un compromis entre partis politiques et d'envisager un gouvernement pro-européen et un président pro-russe[34]. Loin de l'affrontement géopolitique sur lequel ils spéculent, les leaders politiques sont prêts à tous les arrangements, leur intérêt bien compris étant de maintenir la Moldavie dans un entre-deux dont ils sont les seuls maîtres.■

[32] De nombreux signes sont donnés en ce sens comme la nomination d'un nouveau gouverneur à la tête de la Banque Nationale.

[33] Au début du mois de mars, la Cour constitutionnelle a déclaré fort opinément que la Constitution imposait ce changement de mode de scrutin et qu'il aurait dû être mis en place depuis plusieurs années.

[34] Possiblement Igor Dodon ou Renato Usatii.

LA MOLDAVIE, UN PEUPLE EN OTAGE

PAR VINCENT HENRY / DOCTORANT « LABORATOIRE LIPHA » UNIVERSITÉ PARIS-EST, DIPLÔMÉ D'IRIS SUP'

LES NOTES DE L'IRIS / AVRIL 2016

© IRIS
Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES
2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
F. + 33 (0) 1 53 27 60 70
contact@iris-france.org

www.iris-france.org